

3.6. La compétitivité des filières alimentaires

Jean-Pierre Butault et Vincent Réquillart

La compétitivité désigne la capacité d'un secteur économique à produire et vendre durablement des biens sur un marché en faisant face à la concurrence. Elle résulte d'un ensemble de facteurs tels que le niveau des coûts de production (notion de compétitivité prix*) mais aussi le niveau de qualité des produits ou l'adéquation à la demande nationale et internationale (compétitivité hors-prix*). En 2011, le secteur agricole et agro-alimentaire français a dégagé un solde positif de 12 Mds d'euros, et employé plus de 1,2 million de personnes. Pourtant les performances à l'exportation

diminuent depuis plusieurs années, la production agricole et agro-alimentaire stagne et les gains de productivité s'essouffent.

Agriculture et industrie dans les filières alimentaires

L'agriculture et l'industrie alimentaire sont des maillons essentiels des filières alimentaires mais bien d'autres secteurs d'activité y sont

impliqués. Ainsi, pour 100 euros de dépenses alimentaires des ménages, 63 euros sont de la valeur ajoutée tout au long de la filière, 27 euros sont des importations finales ou des importations de consommations intermédiaires et 10 euros, des taxes (Figure 1). La valeur ajoutée de l'agriculture et de l'industrie alimentaire sont respectivement de 8 et 10 euros. Le commerce représente plus de 20 euros de valeur ajoutée.

Cela étant, la place de l'agriculture demeure primordiale en tant que fournisseur essentiel des consommations intermédiaires de l'industrie alimentaire. Alors que la production et la productivité agricoles ont progressé à un rythme important de 1960 à 1996 (Tableau), ce n'est plus le cas sur la période 1996-2008. De 1960 à 1996, le taux annuel de croissance de la production agricole est similaire au taux annuel de croissance de la productivité, ce qui signifie que la croissance de la production agricole s'est effectuée avec un volume agrégé de facteurs (travail, terre, capital, consommations intermédiaires) quasiment constant. Depuis 1996, la production stagne, les gains de productivité sont très inférieurs à ceux de la période précédente, de l'ordre de 0,6 % par an, et tiennent essentiellement à l'accroissement de la productivité du travail.

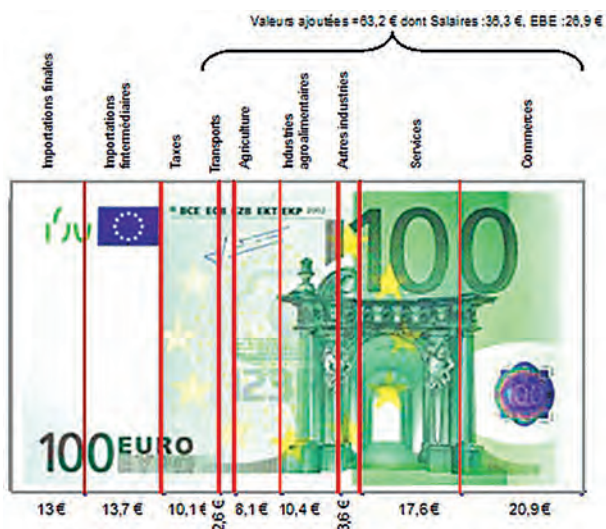


Fig. 1 – Décomposition de 100 € de dépense alimentaire en valeurs ajoutées, importations et taxes (2010) (EBE: Excédent Brut d'Exploitation) (d'après Boyer et Butault, 2014). ■

Tableau. Taux annuel moyen de variation de la production et de la productivité (% / an).

AGRICULTURE	1960-1996	1996-2008
Production	1,6	0,2
Productivité	1,7	0,6
INDUSTRIE ALIMENTAIRE	1996-2006	
Production		1,2
Productivité		-0,4

Sur une période longue, les gains de productivité de l'industrie alimentaire ont toujours été inférieurs à ceux de l'ensemble de l'industrie (respectivement 0,12 % et 0,65 % de 1974 à 2004). Ceci tient au poids des consommations intermédiaires (près de 70 % des coûts) et à une difficulté à améliorer les rendements de conversion de la matière première en produits finis. À la différence du reste de l'industrie, l'emploi dans l'industrie alimentaire est resté stable. Sur la période 1996-2006, ces gains de productivité sont négatifs, ce qui est vraisemblablement lié à l'accroissement des exigences de qualité, sanitaire notamment.

L'essoufflement de la compétitivité

Il ne fait guère de doute que les réformes successives de la PAC* et l'accroissement de la concurrence étrangère induit par le processus de libéralisation des échanges sont à l'origine de la stagnation de la production agricole. Cette dernière n'est pas spécifique à la France : elle concerne la quasi-totalité des pays européens mais aussi la plupart des pays de l'OCDE qui antérieurement soutenaient fortement leur agricul-

ture et se sont engagés dans une politique de réduction du soutien par les prix. L'essoufflement des gains de productivité dans l'agriculture semble être également dû à la stagnation des rendements en grandes cultures, elle-même essentiellement attribuée par les agronomes aux effets du changement climatique mais aussi au développement récent de nouvelles pratiques culturales.

Pour ce qui est de l'industrie alimentaire, on note une détérioration de la position française par rapport à celles d'autres pays européens, Allemagne ou Pays-Bas notamment. Globalement la France est insuffisamment positionnée sur les produits bénéficiant d'une forte dynamique de la demande. Mis à part un bon positionnement sur les produits de terroir (vins notamment), la France est très présente sur les produits peu trans-

formés où la concurrence internationale est forte. Selon les secteurs les enjeux pour le futur sont différents. Dans le cas des produits de terroir, l'enjeu est de maintenir une bonne compétitivité hors-prix* et d'améliorer la compétitivité prix*. Dans le cas des grandes cultures, notamment les céréales, l'enjeu est d'améliorer la compétitivité prix, aujourd'hui relativement bonne, et le bilan environnemental des systèmes de culture. Dans le cas des productions carnées, la situation est beaucoup plus difficile en raison d'une compétitivité prix et hors-prix insuffisante.

Compte tenu de la concurrence internationale, notamment celle des pays émergents, les filières alimentaires françaises ne peuvent pas tabler uniquement sur une amélioration de la compétitivité prix. Sur le plan intérieur comme sur le marché international, seule une production orientée vers la qualité peut être compétitive, en valorisant mieux les labels et plus largement la différenciation des produits, et en s'adaptant mieux à la demande internationale. Enfin, les filières doivent relever le défi de la durabilité, c'est-à-dire intégrer les performances environnementales via la diminution des intrants.

Références bibliographiques

- Ball V.E. *et al.*, Productivity and international competitiveness of European Union and United States agriculture, 1973-2002. *Agricultural Economics* 2010; 20: 1-17.
- Bontemps C. *et al.*, La productivité de l'agro-alimentaire français de 1996 à 2006. *Économie et Prévision* 2012; 200-201 : 121-39.
- Boyer P., Butault J.-P. L'« euro alimentaire » en France de 1995 à 2007 et le partage des valeurs ajoutées. *Économie Rurale* 2014; 342 : 45-68.
- Butault J.-P., Réquillart V. L'Agriculture et l'agroalimentaire français à la recherche d'une compétitivité perdue. INRA, Paris, 2012.